



Titre du dossier

Accompagnement de la reconstruction post séisme par le développement local, dans 3 VDC de la vallée de Sindhupalchok au Népal

Descriptif du projet

Historique et contexte

Architecture & Développement est une Association de Solidarité Internationale spécialisée dans les projets de construction intégrés et l'appui technique aux projets de construction, reconstruction et de réhabilitation. Face à la nécessité d'améliorer les conditions de vie des populations précaires, en situation de mal logement, de précarité ou soumises aux aléas climatiques, A&D se mobilise depuis 20 ans dans des projets de (re) construction dans les contextes fragiles, en partenariat avec des collectivités locales, des institutions nationales, des agences internationales, des acteurs professionnels du développement et la société civile. A&D a été impliqué dans de nombreux projets post-catastrophe et a construit une expertise en programmes de reconstruction pérenne intégrée.

Architecture & Développement a été identifiée par Cités Unies France comme partenaire principal pour la mise en œuvre de notre projet d'aide à la reconstruction au Népal, dans le cadre du Fonds d'urgence des collectivités territoriales pour le Népal.

Depuis les deux séismes d'avril 2015, le Népal a beaucoup de difficultés pour planifier la reconstruction et rétablir ses activités économiques. Le contexte politique est très tendu, les blocages institutionnels nombreux. Le pays traverse des crises logistiques et d'accessibilités majeures qui empêchent l'aide internationale de se déployer normalement.

Le Népal est un pays très pauvre, les opportunités de travail et d'éducation sont très faibles. La plupart des ingénieurs et architectes du pays sont à l'étranger. La main d'œuvre rurale est aussi captée par les pays du golfe et il est très difficile de trouver localement les compétences nécessaires pour pouvoir mener des projets de reconstruction de qualité. La culture constructive est très peu exigeante, tout le secteur du bâtiment subit ces contraintes avec pour résultats des constructions non conformes, des règlements jamais appliqués, un cadre de production non contrôlé, des bâtiments de piètre qualité et dangereux. Il est à craindre que la reconstruction va se passer laborieusement, sans encadrement technique viable, avec peu de moyens financiers.

Il faut donc compter sur les (faibles) capacités existantes pour concevoir un programme de reconstruction et miser sur la participation active des bénéficiaires ainsi que sur la formation ad hoc rapide de compétences minimale pour garantir une qualité et sûreté constructive.

Le gouvernement a mis en place une Agence Nationale de la Reconstruction chargée de distribuer l'aide financière de 2000 € à toutes les populations éligibles. Les ONG sont amenées à encadrer ce

processus ou les foyers sont les véritables maîtres d'ouvrage de leur reconstruction (Owner driven process). Mais ce financement du volet logement ne permettra pas couvrir tous les besoins et ne concerne pas les bâtiments publics ni les aménagements.

Comme validé lors de la réunion du comité des donateurs l'ambition du projet est de concevoir une approche territoriale inscrite dans une dynamique de renforcement des capacités de gouvernance et de planification locale, avec la perspective d'élections locales dans les prochains mois.

Le projet global

A&D et son partenaire local ASF Népal sont impliqués dans un projet de reconstruction intégré dans 3 villages (Thangpaldhap, Thangpalkot et Gunsakot) reculés du district de Sindhupalchok, le plus touché lors du séisme avec plus de 3 500 victimes. Le territoire est très pauvre, montagneux et difficilement inaccessible ; les 2 500 maisons de pierres sèches sont détruites à 90%, mais l'isolement, la rareté des financements et la précarité technique ne permettent pas d'envisager de reconstruction standard pour tous (en maçonnerie chaînée).

Ces activités sont financées par la Fondation de France à travers une ONG locale ARSOW qui est l'opérateur principal.

L'appui d'A&D/ASF Népal à ARSOW intègre une phase de post-urgence (réhab provisoire d'école et de latrines), et une phase de redéveloppement durable du territoire (planification participative du territoire, aménagement des espaces publics, réseaux d'irrigation, auto reconstruction assistée de logements et d'infrastructures de base, soutien social).

A&D est présent sur place depuis novembre 2015 et a conduit des activités d'enquêtes, de diagnostics, de conception architecturale pour la mise en œuvre du programme de reconstruction. Une mission de planification participative a été menée en mars 2016 pour identifier les besoins communautaires et de programmation en équipements publics. Avec le temps de la post urgence, les niveaux de priorité de populations évoluent en fonction des soucis d'organisation interne, de capacité financière, de précarité sociale, mais il est patent que la dynamique communautaire est solide et que la vision intégrée du territoire est très présente dans les 3 VDC.

Le projet spécifique

La maturation du projet et le travail d'enquête nous ont permis de mesurer les besoins en termes de soutien aux citoyens et aux organisations communautaires qui se traduit aujourd'hui dans l'urgence de la construction collective des outils de gestion locale dans le but de l'amélioration de la planification territoriale.

Le projet initial, axé sur une reconstruction élargie à l'habitat et la planification intégrée, a suscité beaucoup d'intérêt de la part des communautés, de leurs instances, mais aussi des autorités locales. Le processus participatif, avec le support des services déconcentrés au niveau du district est poussé par le gouvernement central mais en réalité aura peu d'impact au niveau local, faute de capacités financières et humaines. Il faudra donc compter sur la bonne volonté et la capacité de résilience des populations qui ressentent de grandes frustrations à l'égard de la puissance publique.

La logique d'intervention consiste à utiliser les projets communautaires comme support de sensibilisation aux bonnes pratiques constructives, mais aussi de planification du territoire et des équipements, ainsi que le renforcement de la bonne gouvernance locale.

En termes physiques, ces activités de renforcement et support pédagogique réclament de nouveaux lieux accessibles à la communauté pour y exercer ses propres activités de manière indépendante.

Le projet inclut :

- Une composante « master plan », avec la production de supports cartographiques simples qui identifient les zones à risque (sismique et glissement de terrain), les parcelles bâties, les terres agricoles, les réseaux d'irrigation, les espaces et équipements publics. Ce plan est utilisé pour déterminer les projets prioritaires avec les habitants, et sert de support de gestion et de planification pour les autorités locales. Il sert de support aux négociations, aux litiges éventuels, et un SIG simplifié sera élaboré et transféré aux autorités locales compétentes (VDC, district) au titre d'outil pilote d'aménagement rural intégré.
- Une composante « reconstruction d'équipements communautaires » qui vise à renforcer la capacité d'accueil d'activités de la société civile, ainsi que les pouvoirs locaux publics (VDC), par la construction de **Centres de Ressources Communautaires (CRC)**. Ces chantiers seront encadrés/ supervisés par A&D et serviront de bâtiments démonstratifs de bonnes pratiques constructives durant les chantiers, où seront appliqués les standards Build Back Better and Safer (BBBS). Le parti architectural est de respecter les typologies et les pratiques constructives locales (maison en pierres) et de préconiser des solutions sèches (c'est-à-dire sans béton), de manière à limiter les coûts d'acheminement et les malfaçons (très peu de gens maîtrisent le béton armé qui coûte très cher). L'objectif est donc de construire des modèles qui seront des exemples à suivre pour la reconstruction des maisons (qui est le cœur de l'intervention sur les 3 VDC). Il est prévu de construire au moins un CRC avec la technologie CSW (gabions) dont un des atouts est de créer des activités génératrices de revenus (par la fabrication de tresses en fils de fer pour la confection des cages de grillage). Un atelier de formation sera mis en place avec à la clé sa transformation en coopérative de production. Les CRC serviront provisoirement de bureau local d'appui à la reconstruction et seront animés pour le volet technique. Après inauguration, les CRS seront officiellement transférés aux comités de gestion (à coordonner avec ARSOW) et seront soutenus pendant la période d'appui d'un ou deux ans, pour devenir espaces de formation et d'exposition pour la communauté avec des animateurs dédiés. Les CRC accueilleront toutes les activités transversales de formation menées par ARSOW (agriculture, élevage, relance économique) et serviront aussi d'espace de ressource et d'information pour les citoyens, avec notamment l'accès à des informations de développement local, de techniques rurales et « d'habitat literacy ». A noter que le programme gouvernemental prévoit le financement de la reconstruction des 3 VDC. Le projet prévoit de mettre à disposition l'équipe technique d'A&d pour optimiser la conception et assurer une supervision du chantier si nécessaire.
- Une composante « prévention des risques » avec la production d'une carte des risques locaux pour identifier les zones non constructibles et la mise en place d'un dispositif d'alerte précoce utilisant une application smartphone, manipulable par les habitants. Grâce à un partenariat exclusif avec la société Signalert¹, un petit réseau local de correspondants

¹ Voir annexe

équipés et formés permet d'améliorer la sécurité et la gestion des secours en cas d'urgence. Le système est transférable facilement au niveau des VDC et du district, et gérable en ligne par internet. Il constitue un outil de gestion communautaire de prévention très efficace et adapté, pour une plus grande résilience à court terme. Une quinzaine de correspondants seront identifiés, équipés et formés, avec un référent par CRC et dans chaque VDC. Ce projet pilote pourra être dupliqué et transféré au niveau du district au besoin. Il s'inscrit dans une vision intégrée d'une meilleure gestion du territoire.

- Une composante « habitat literacy », destinée à éduquer les habitants sur les bonnes pratiques constructives (en auto construction ou en chantier communautaire). Nos interactions depuis plusieurs mois ont montré les besoins en accompagnement pour mieux comprendre les impacts des programmes gouvernementaux de reconstruction, les options possibles et leur compatibilité avec les priorités des habitants. Cela passe par une série d'activités de sensibilisation, d'information, d'échanges, pour diffuser les bonnes informations, avec des supports et des animations pédagogiques ad hoc. Les habitants ont besoin de comprendre comment organiser leur propre reconstruction dans leur environnement immédiat. Plusieurs sessions thématiques seront organisées avec des missions de court terme en fonction de l'avancement du projet et des nécessités identifiées dans le processus de dialogue instauré avec la communauté locale. La dimension socio économique et qualité de vie sera privilégiée : comment mieux habiter, mieux consommer ses ressources, limiter les risques, s'investir dans des projets, etc...
- Une composante « gouvernance locale », qui se **traduit par un accompagnement du processus électoral prévu dans le courant 2016** et qui devrait permettre de renforcer concrètement la participation active des habitants dans l'élaboration de leur plan de développement local dont le master plan sera un support de discussion tangible entre usagers pour un développement apaisé et consensuel. Par ailleurs, un séminaire sera organisé sur Katmandu avec les organisations représentatives locales et nationales auxquelles il est prévu d'associer une délégation d'élus conduite par CUF, dans le cadre du processus électoral et/ou de décentralisation (en fonction des évolutions politiques du moment). Au niveau des 3 VDC, il s'agira de finaliser en temps utile les termes de référence d'un petit programme de renforcement des compétences qui financerait des postes d'animateurs locaux dans chacun des CRC, en concertation avec les élus locaux des VDC ou des comités de quartiers (wards).

Le projet se fonde sur la mutualisation d'une expertise internationale qui est mobilisée très ponctuellement aux moments clés, et le transfert de compétences à une équipe locale réduite mais sélective. Cette capacité d'intervention concrète et adaptée au niveau technique local est la garantie d'une performance maîtrisée et responsable.

Description du public bénéficiaire visé

Les victimes des tremblements de terre de 2015 habitant des trois VDC (Thangpaldhap, Thangpalkot et Gunsakot) dans le district de Sindhupalchok, le plus touché.

La zone d'intervention du projet global est composée de 3 villages totalisant 13 128 habitants.

Thangapaldhap : 5550 habitants, 1081 maisons.

Simoné Giovetti, responsable pole crises et réhabilitation CUF

Tangpalkhot : 4289 habitants, 778 maisons.

Gunsakot : 3289 habitants, 642 maisons.

De ces habitants, nous visons à toucher un maximum des personnes à travers des activités porte à porte, des activités collectives, des chantiers école, cherchant à atteindre un public plus large.

Les objectifs

Objectif Principal:

- Doter les communautés de la vallée du Thangpal d'outils de développement local et de nouvelles compétences pour mieux maîtriser la phase de reconstruction post séisme et s'approprier concrètement une vision durable de développement intégré de leur territoire dans le cadre d'une gouvernance améliorée avec la société civile.

Objectifs spécifiques:

- Développer des outils de connaissance et de gestion locale du territoire, avec une prise de conscience des concepts de vulnérabilité et de réduction des risques.
- Optimiser l'usage des sols avec des outils de planification adaptés, élaborés par la communauté.
- Promouvoir les bonnes pratiques constructives et la qualité de l'Habitat, avec un encadrement technique et une information transparente pour un accès aux aides gouvernementales.
- Renforcer la démocratie locale et la bonne gouvernance par la création d'espaces d'initiatives communautaires dans le cadre des prochaines élections municipales.
- Reconstruire 4 centres multiculturels et assurer l'encadrement pour l'animation pour une durée de 1 à 2 ans.

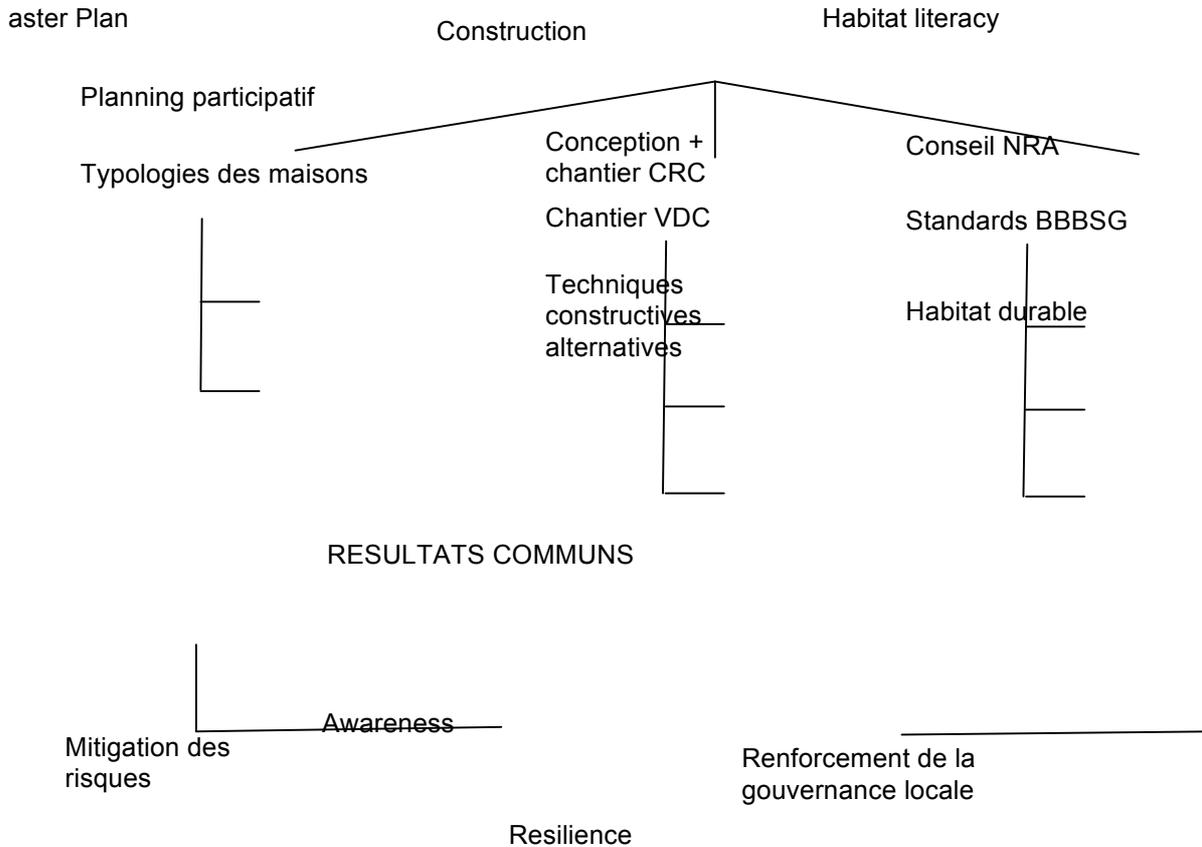
Les activités

Les activités sont organisées d'une part sur la base de missions ponctuelles d'experts suivant des besoins spécifiques, et d'autre part avec une présence locale plus soutenue pour les périodes de chantier ou de fonctionnement des Centres Communautaires.

Liste indicative des activités prévues :

- Dissémination collective sur l'habitat et le territoire : sessions de formation, de sensibilisation de groupes d'habitants du personnel des VDC autour de thématiques d'intérêt public (priorisation des besoins; mise en commun d'un outil de gestion du territoire (foncier, route, réseau d'eau,...); explications sur le processus du NRA ou autres thématiques d'actualité sur la reconstruction.

- Activités *Habitat literacy* individualisée : visites des ménages avec le but d'échanger sur la qualité de l'habitat, le confort, la sécurité, l'évolutivité, ce qui permet de tisser des liens forts entre experts techniques et communauté. Les activités porte à porte, permettent de partager des préconisations sur l'habitat en prenant comme exemple leur cadre de vie quotidien, ce qui rend plus performants et pratiques les conseils prodigués.
- Formation à l'utilisation des outils de planification territoriale : création collective des outils tels que cartes des terrains protégés, cartes de risques, destinés à mieux programmer les futurs équipements publics. Les supports seront conçus pour être facilement exploitables par les usagers. Les cartes seront consultable librement et partagées avec les autorités locales.
- Le système d'alerte SIGNALERT sera développé dans un premier temps avec quelques personnes cibles, dotées de smartphone et de l'application. Le dispositif sera ensuite diffusé et présenté aux diverses autorités compétentes comme exemple de réduction des risques et de déclenchement de secours.
- Chantiers école : les chantiers des CRC ont pour but d'assurer une formation pratique dans un processus de reconstruction aux standards Build Back Better Safer and Greener (BBBSG). Également, ces chantiers ont vocation à soutenir des filières de construction locale, avec le recyclage des ressources et des matériaux, qui vise à renforcer l'économie et la main d'œuvre locale. Les chantiers seront encadrés par un architecte d'A&D qui formera des tacherons.
- Animation des CRC : ces petits centres communautaires seront les espaces d'activité de la société civile, à travers les groupes thématiques existants ou à créer. Un ou plusieurs animateurs seront identifiés et formés pour mener des activités de développement local, à l'aide de supports pédagogiques collectés ou produits par le TSO et ses partenaires.



Livrables

- Reconstruction de 4 CRC correspondant à 4 villages ciblés ;
- Système d'alerte précoce d'aléas : Système d'alerte en temps réel, fonctionnant avec des téléphones mobiles et une interface web.
- Plan d'occupation des sols: Plan de repérage des réserves foncières, des terres agricole, des terrains communautaires et/ou des privés. qui souhaitent les donner à la communauté pour la construction et développement d'un projet commun.
- Système d'Information géographique : à partir du mapping participatif, chaque VDC sera doté d'un plan interactif permettant de faire l'état des lieux des projets de reconstruction en cours, des projets planifiés, des zones sensibles, des données cadastrales ou démographiques.

Ce support pourra être éventuellement partagé avec les districts ou services déconcentrés de l'état.

- Supports pédagogiques d'Habitat Literacy : ensemble de supports pédagogiques (maquettes, dépliants, fiches graphiques, jeux, webfilm, ...) qui ont pour but de faciliter l'échange d'information entre l'équipe technique et la communauté. Ce kit pédagogique sera mis à disposition des CRC et utilisé par l'animateur formé par A&D.
- Sessions de sensibilisation et de formation des populations : animation de plusieurs ateliers participatifs thématiques visant à consolider les initiatives locales, associatives, citoyennes.
- Session spécifique sur la gouvernance locale et la décentralisation : à préciser avec CUF en fonction de l'évolution du cadre institutionnel et des élections à venir.
- filière de construction alternative : à partir de la technologie CSW (Confined Stone wall), création d'une petite coopérative de production de grillage destinées à de petits édifices, locaux de stockage, de murs de soutènement, d'abris pour animaux, mobilier public, etc.. L'atelier sera mis en place à l'occasion de la construction des CRC et sera transféré à la coopérative, après qu'un personnel ad hoc soit formé à la confection et la bonne gestion. Cette coopérative peut générer des revenus pour financer des petits projets communautaires d'aménagement par exemple.

Période d'exécution

Juin 2016 – Juin 2017

Durée d'exécution

12 mois + 12 mois

Etat du projet

A&D est présent à Katmandu depuis juin 2015 avec un chef de mission et sur la zone des 3 VDC avec deux expatriés.

Le volet reconstruction des maisons est en phase de conception détaillée, avec une mise en œuvre prévue pour mai 2016.

Une session de planification participative a été menée en mars 2016, avec exposition des activités menées sur chacun des VDC, l'échange et la production de supports des premières cartes, ainsi que les enquêtes des besoins communautaires.

Les premiers supports d'habitat literacy sont en cours de conception.

Le programme national de reconstruction (NRA) est sur le point d'être lancé. A&D va jouer un rôle de support technique auprès d'ARSOW pour la mise en œuvre, en commençant par la construction de bâtiments témoins –les CRC- (en chantier école) dès mai 2016.

Notre chef de projet est en étroite coordination avec les autorités locales, notamment pour la négociation des terrains communautaires pour installer les équipements.

ANNEXE

Diagnostic sommaire des besoins exprimés par les communautés - programme des thématiques à aborder dans l'étape de mise en fonctionnement des CRC -

Dans le cadre de la production d'outils pour le développement local, il serait souhaitable de penser à la présence d'un animateur local des CRC, qui puisse prendre en main la coordination pour le bon fonctionnement de ces centres dans un premier temps. Cette personne pourrait être menée à faire la médiation entre organisations communautaires afin de faciliter la gestion commune des lieux. D'autre part, cette personne pourrait aussi soutenir la programmation des ateliers et activités thématiques répondant aux besoins exprimés par la communauté et cités ci-dessous:

Les besoins qui reviennent le plus souvent et qui sont communs à tous les VDC sont ceux liés à l'eau (eau pour la consommation et pour l'irrigation ; gestion de l'eau) et éducation (amélioration du système, de l'offre et éducation non formelle pour les femmes et les jeunes). En parallèle, un travail sur la vulnérabilité de la communauté serait souhaitable. Le niveau de capacité de la communauté par rapport à leurs propres problématiques est très variable entre VDC et même entre wards.

La priorité **eau** est liée non seulement au fait que plusieurs sources et tuyaux ont cessé de fonctionner après le séisme, mais aussi à la mauvaise gestion de la ressource. Il serait envisageable non seulement de construire des bassins d'eau pour chaque VDC, mais aussi un travail profond de gestion familiale de l'eau. A partir de ces formations, plusieurs sujets pourraient être évoqués : hygiène personnelle et prévention des maladies ; hygiène dans la gestion des aliments, usage rationnel de l'eau entre autres.

En outre, l'amélioration de l'offre en **éducation** touche les jeunes et les personnes en âge d'être scolarisées, mais aussi les femmes, très délaissées par le système et reléguées au niveau sociétal à des fonctions soit dans les champs, soit dans le foyer. Les jeunes, comptent sur des écoles publiques qui n'offrent pas toute le cycle de scolarisation du système national et qui restent d'un niveau très faible. Les femmes de leur côté, bien que reléguées, sont néanmoins assez nombreuses à demander une place dans le système d'éducation non formel, des formations ponctuelles dans des activités comme la tapisserie ou le tourisme, mais toujours avec la préoccupation de la génération des revenus.

Une autre priorité toujours liée à la problématique de génération de revenus, est la demande en **formations** sur des sujets liés à **l'agriculture**: nouvelles plantations plus productives qui peuvent ouvrir de nouveaux marchés ; production de biogaz pour la cuisson; etc. Le **Tourisme** est également une thématique qui intrigue et motive de plus en plus de personnes.

Une étude approfondie sur les possibilités de **commerce équitable** est tout à fait souhaitable. Les femmes jouent un rôle capital à ce niveau, car elles sont directement liées à la production « industrialisée » des tapis faits à la main, mais payées à très faible prix par rapport au prix de vente à l'étranger (elles reçoivent entre 22 et 30 euros pour 1 mois de travail pour un tapis qui sera vendu plus de 100 euros selon le marché). De même au niveau de la production agricole, les femmes travaillent les champs en plus grande proportion que les hommes, les marchés équitables joueraient un double rôle d'égalité des genres et d'amélioration des revenus pour le producteur.

Dans le domaine de la **santé**, une préoccupation est l'impact des maladies handicapantes et des besoins en formation autour du handicap. On relève entre autre un taux d'autisme important (particulièrement par la communauté de Gunsakot).